

Informations de base

2018/2172(DEC)

DEC - Procédure de décharge

Décharge 2017: budget général UE, Comité économique et social européen

Subject

8.70.03.02 Décharge 2017




Procédure terminée

Acteurs principaux

| Parlement européen | Commission au fond | Rapporteur(e) | Date de nomination |
|------------------------------------|---------------------------------|--|--------------------|
| | CONT Contrôle budgétaire | KOHN Arndt (S&D) | 27/07/2018 |
| | | Rapporteur(e) fictif/fictive SALAFRANCA SÁNCHEZ-NEYRA José Ignacio (PPE) FITTO Raffaele (ECR) KLINZ Wolf (ALDE) DE JONG Dennis (GUE/NGL) JÁVOR Benedek (Verts/ALE) VALLI Marco (EFDD) JALKH Jean-François (ENF) | |
| Commission pour avis | | Rapporteur(e) pour avis | Date de nomination |
| AFET Affaires étrangères | | La commission a décidé de ne pas donner d'avis. | |
| DEVE Développement | | La commission a décidé de ne pas donner d'avis. | |
| INTA Commerce international | | La commission a décidé de ne pas donner d'avis. | |
| BUDG Budgets | | La commission a décidé de ne pas donner d'avis. | |
| | | | |


| | | | |
|-------------|---|---|--|
| ECON | Affaires économiques et monétaires | La commission a décidé de ne pas donner d'avis. | |
| EMPL | Emploi et affaires sociales | La commission a décidé de ne pas donner d'avis. | |
| ENVI | Environnement, santé publique et sécurité alimentaire | La commission a décidé de ne pas donner d'avis. | |
| ITRE | Industrie, recherche et énergie | La commission a décidé de ne pas donner d'avis. | |
| IMCO | Marché intérieur et protection des consommateurs | La commission a décidé de ne pas donner d'avis. | |
| TRAN | Transports et tourisme | La commission a décidé de ne pas donner d'avis. | |
| REGI | Développement régional | La commission a décidé de ne pas donner d'avis. | |
| AGRI | Agriculture et développement rural | La commission a décidé de ne pas donner d'avis. | |
| PECH | Pêche | La commission a décidé de ne pas donner d'avis. | |
| CULT | Culture et éducation | La commission a décidé de ne pas donner d'avis. | |
| JURI | Affaires juridiques | La commission a décidé de ne pas donner d'avis. | |
| LIBE | Libertés civiles, justice et affaires intérieures | La commission a décidé de ne pas donner d'avis. | |
| AFCO | Affaires constitutionnelles | La commission a décidé de ne pas donner d'avis. | |
| FEMM | Droits de la femme et égalité des genres | La commission a décidé de ne pas donner d'avis. | |
| PETI | Pétitions | La commission a décidé de ne pas donner d'avis. | |

| | | |
|-----------------------|---------------------|-------------------|
| Commission européenne | DG de la Commission | Commissaire |
| | Budget | OETTINGER Günther |

| Événements clés | | | |
|-----------------|--|--|--------|
| Date | Événement | Référence | Résumé |
| 28/06/2018 | Publication du document de base non-législatif | COM(2018)0521  | Résumé |
| 11/09/2018 | Annonce en plénière de la saisine de la commission | | |
| 20/02/2019 | Vote en commission | | |
| 27/02/2019 | Dépôt du rapport de la commission | A8-0100/2019 | Résumé |
| 26/03/2019 | Décision du Parlement | T8-0249/2019 | Résumé |
| 26/03/2019 | Résultat du vote au parlement |  | |
| 26/03/2019 | Débat en plénière |  | |
| 26/03/2019 | Fin de la procédure au Parlement | | |
| 27/09/2019 | Publication de l'acte final au Journal officiel | | |

| Informations techniques | |
|---------------------------|-------------------------------|
| Référence de la procédure | 2018/2172(DEC) |
| Type de procédure | DEC - Procédure de décharge |
| Autre base juridique | Règlement du Parlement EP 165 |
| État de la procédure | Procédure terminée |
| Dossier de la commission | CONT/8/14183 |

| Portail de documentation | | | | |
|---|------------|--------------|------------|--------|
| Parlement Européen | | | | |
| Type de document | Commission | Référence | Date | Résumé |
| Projet de rapport de la commission | | PE626.821 | 17/01/2019 | |
| Amendements déposés en commission | | PE634.533 | 30/01/2019 | |
| Rapport déposé de la commission, lecture unique | | A8-0100/2019 | 27/02/2019 | Résumé |
| Texte adopté du Parlement, lecture unique | | T8-0249/2019 | 26/03/2019 | Résumé |
| Conseil de l'Union | | | | |
| Type de document | | Référence | Date | Résumé |

| | | | |
|--|--|--|---------------|
| Document de base non législatif complémentaire | 05824/2019 | 11/02/2019 | Résumé |
| Commission Européenne | | | |
| Type de document | Référence | Date | Résumé |
| Document de base non législatif | COM(2018)0521  | 28/06/2018 | Résumé |
| Autres Institutions et organes | | | |
| Institution/organe | Type de document | Référence | Date |
| CofA | Cour des comptes: avis, rapport | N8-0013/2019 JO C 357 04.10.2018, p. 0001 | 12/07/2018 |
| | | | Résumé |

| | | |
|-------------------------------------|-----------------|-------------|
| Informations complémentaires | | |
| Source | Document | Date |
| Commission européenne | EUR-Lex | |

| |
|--|
| Acte final |
| Budget 2019/1426 JO L 249 27.09.2019, p. 0117 |

Décharge 2017: budget général UE, Comité économique et social européen

2018/2172(DEC) - 28/06/2018 - Document de base non législatif

OBJECTIF: présentation par la Commission des comptes annuels consolidés de l'Union européenne pour l'exercice 2017 - étape de la procédure de décharge 2017.

Analyse des comptes des institutions de l'UE - **Comité économique et social européen (CESE)**.

CONTENU: la gouvernance organisationnelle de l'UE se compose d'institutions, d'agences et d'autres organes de l'UE dont les dépenses sont inscrites au budget général de l'Union.

Le présent document de la Commission porte sur **les comptes consolidés de l'UE relatifs à l'exercice 2017** et détaille la manière dont les dépenses des institutions et organes de l'UE ont été effectuées. Les comptes annuels consolidés de l'UE fournissent des informations financières sur les activités sur les activités des institutions, agences et autres organes de l'UE sous l'angle du budget et de la comptabilité d'exercice.

Il incombe au comptable de la Commission d'établir les comptes annuels consolidés de l'UE et de veiller à ce qu'ils présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière, le résultat des opérations et les flux de trésorerie des institutions et organes de l'UE, en vue de donner décharge.

Procédure de décharge: la décharge représente **l'étape finale du cycle budgétaire**. Elle est la décision par laquelle le Parlement européen «libère» la Commission de sa responsabilité dans la gestion d'un budget donné, en clôturant l'exécution de ce budget. Elle est accordée par le Parlement européen sur recommandation du Conseil.

La décision se fonde notamment sur les rapports de la Cour des comptes européenne, en particulier son rapport annuel, dans lequel la Cour fournit une déclaration d'assurance (DAS) sur la légalité et la régularité des opérations (paiements et engagements).

La procédure débouche sur l'octroi, l'ajournement ou le refus de la décharge.

Le rapport final de décharge comprenant des recommandations d'action spécifiques à la Commission est adopté en plénière par le Parlement européen et fait l'objet d'un rapport de suivi annuel dans lequel la Commission expose les mesures concrètes qu'elle a prises pour mettre en œuvre les recommandations formulées.

Toutes les institutions de l'UE ainsi que les autres agences, organes et entreprises communes sont soumis à leurs propres procédures de décharge.

Exécution des crédits du CESE pour l'exercice 2017: le budget du CESE pour 2017 s'élevait à **133,8 millions d'EUR**. En 2017, conformément à un accord entre les institutions de l'UE visant à réduire les effectifs de 5 % sur la période 2013-2017, 6 postes ont été supprimés. Dans le même temps, l'exemption pour la langue irlandaise arrivant à expiration, un poste a été ajouté pour renforcer la capacité de traduction en irlandais.

En ce qui concerne l'exécution du budget du CESE, le [rapport annuel d'activité 2017](#) indique que le Comité s'est concentré sur les activités suivantes :

- le CESE a adopté au total **155 avis et rapports**, dont 13 exploratoires. Au total, 61 avis ont été adoptés à la suite de saisines du Parlement européen et du Conseil;
- les **membres du Parlement européen** ont participé activement à 35 réunions de travail législatif du CESE. Cela a mis en évidence le renforcement du dialogue au niveau politique entre les deux institutions;
- la poursuite de la **modernisation des procédures administratives** entamée en 2015 pour aider le secrétariat général et l'administration du CESE à accroître son efficacité et à fournir un meilleur service à l'institution et à soutenir ses membres;
- la création d'un groupe de suivi du Brexit afin de suivre l'évolution du retrait du Royaume-Uni de l'UE et d'évaluer le besoin potentiel de réactions ou de positions du CESE;
- le lancement officiel de la **plate-forme européenne de l'économie circulaire** par le CESE et la Commission européenne, lors de la conférence des parties prenantes de l'économie circulaire.

Décharge 2017: budget général UE, Comité économique et social européen

2018/2172(DEC) - 11/02/2019 - Document de base non législatif complémentaire

S'appuyant sur les observations contenues dans le rapport de la Cour des comptes, le Conseil recommande au Parlement européen d'octroyer la décharge à l'ensemble des institutions de l'Union sur l'exécution de leur budget respectif pour l'exercice 2017.

Il estime toutefois que l'exécution budgétaire appelle une série de commentaires de la part du Conseil qui devraient être pleinement pris en compte par la Commission.

Le Conseil note avec satisfaction que les dépenses de fonctionnement et les dépenses connexes des institutions de l'UE sont demeurées, comme les années précédentes, exemptes d'erreur significative, avec un niveau d'erreur estimatif de 0,5 %, ce qui, tout en étant nettement en dessous du seuil de signification, est supérieur de 0,3 point de pourcentage par rapport aux constatations de la Cour pour 2016 (0,2 %). Il se réjouit de constater que la Cour n'a mis en évidence aucune faiblesse significative dans les systèmes de surveillance et de contrôle et dans les rapports annuels d'activité examinés.

Comme les années précédentes, le Conseil constate un petit nombre d'erreurs relatives aux dépenses de personnel et quelques faiblesses affectant la gestion des allocations familiales par l'Office de gestion et de liquidation des droits individuels (PMO). Il invite la Commission à améliorer ses procédures pour éviter les erreurs relatives aux dépenses de personnel.

La Cour n'a détecté aucun problème spécifique concernant le Comité économique et social européen.

Décharge 2017: budget général UE, Comité économique et social européen

2018/2172(DEC) - 27/02/2019 - Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission du contrôle budgétaire a adopté le rapport de Arndt KOHN (S&D, DE) appelant à donner décharge au secrétaire général du Comité économique et social européen sur l'exécution du budget du Comité économique et social européen pour l'exercice 2017, section VI - Comité économique et social européen.

Les députés se sont félicités de la conclusion de la Cour des comptes, selon laquelle les paiements relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017 pour les dépenses administratives et autres du Comité économique et social européen sont, dans l'ensemble, exemptes d'erreur significative. La Cour n'a relevé aucune déficience notable lors de la vérification des domaines liés aux ressources humaines et aux marchés publics pour le Comité.

Gestion budgétaire et financière

En 2017, le budget du Comité s'est élevé à 133 807 338 EUR (contre 130 586 475 EUR en 2016), avec un taux d'exécution de 96,5 %, contre 97,2 % en 2016. Le taux d'exécution des crédits reportés de 2016 à 2017 a été plus élevé qu'en 2016, à savoir de 84,9 % (7,4 millions d'EUR), contre 65,7 % en 2016 (6,8 millions d'EUR).

Les députés se sont félicités de l'engagement pris par le Comité d'étendre la méthode de budgétisation axée sur les performances à des parties pertinentes de son budget.

Personnel

Le Comité a réduit, dans son tableau des effectifs, le nombre total de postes de 59 postes, passant de 727 en 2013 à 665 en 2017, principalement en raison de la mise en œuvre de la décision de réduire les effectifs de 5 %. Il a également adapté sa structure organisationnelle, en particulier par la fusion, en mai 2017, de la direction des ressources humaines et de la direction des finances.

Performance

Les députés ont observé que le Comité a adopté en 2017 un total de 155 avis et rapports, dont 13 avis exploratoires sur saisine des présidences de l'Union européenne ou de la Commission, 59 avis sur saisine du Parlement et du Conseil et 45 avis sur saisine de la Commission.

Ils ont relevé que les services de traduction sont encore en phase de transition vers une externalisation accrue en raison du transfert de personnel vers le Parlement dans le cadre de l'accord de coopération (16,61 % du budget étant consacrés à la traduction externalisée en 2016 contre 17,10 % en 2017). Ils ont invité le Comité à assurer le suivi des domaines liés à la gestion de la traduction nécessitant une attention accrue de la part de la direction, tels que mis en évidence par le service d'audit interne.

Les députés ont salué et encouragé la coopération administrative interinstitutionnelle avec le Parlement.

Passation de marchés publics

Les députés ont déploré la faible participation des opérateurs économiques aux appels d'offres lancés par le Comité. Ils ont invité le Comité à accroître les efforts de publication et à réduire le nombre de procédures négociées exceptionnelles avec un seul candidat.

Brexit

En dernier lieu, les députés ont noté que le Conseil n'a pas encore pris de décision quant à une éventuelle modification du nombre de membres et de délégués au Comité à la suite de la décision du Royaume-Uni de se retirer de l'Union. Ils ont demandé au Comité de fournir des informations sur l'incidence budgétaire directe de la décision, au plus tard lors du suivi de la décharge 2017.

Décharge 2017: budget général UE, Comité économique et social européen

2018/2172(DEC) - 26/03/2019 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a décidé par 510 voix pour, 124 voix contre et 7 abstentions de donner décharge au secrétaire général du Comité économique et social européen sur l'exécution du budget du Comité économique et social européen pour l'exercice 2017.

Les députés se sont félicités de la conclusion de la Cour des comptes, selon laquelle les paiements relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017 pour les dépenses administratives et autres du Comité économique et social européen sont, dans l'ensemble, exempts d'erreur significative. La Cour n'a relevé aucune déficience notable lors de la vérification des domaines liés aux ressources humaines et aux marchés publics pour le Comité.

Gestion budgétaire et financière

En 2017, le budget du Comité s'est élevé à 133 807 338 EUR (contre 130 586 475 EUR en 2016), avec un taux d'exécution de 96,5 %, contre 97,2 % en 2016. Le taux d'exécution des crédits reportés de 2016 à 2017 a été plus élevé qu'en 2016, à savoir de 84,9 % (7,4 millions d'EUR), contre 65,7 % en 2016 (6,8 millions d'EUR).

Les députés se sont félicités de l'engagement pris par le Comité d'étendre la méthode de budgétisation axée sur les performances à des parties pertinentes de son budget.

Personnel

Le Comité a réduit, dans son tableau des effectifs, le nombre total de postes de 59 postes, passant de 727 en 2013 à 665 en 2017, principalement en raison de la mise en œuvre de la décision de réduire les effectifs de 5 %. Il a également adapté sa structure organisationnelle, en particulier par la fusion, en mai 2017, de la direction des ressources humaines et de la direction des finances.

Le Parlement s'est félicité de la coopération administrative interinstitutionnelle avec le Comité économique et social européen et de l'évaluation à mi-parcours des résultats de la mise en œuvre de l'accord de coopération entre le Comité et le Comité des régions, qui met en évidence le succès de la mise en œuvre de plusieurs mesures. Dans le cadre d'un exercice de redéploiement, le Comité a déjà transféré 16 postes de la direction de la traduction vers ses propres services et les mouvements restants se feront progressivement. Le Parlement a pris acte du calcul des économies budgétaires réalisées par le Comité et le Comité des régions à la suite de cette coopération interinstitutionnelle, telles que les économies réalisées, entre autres, dans les coûts d'infrastructure à hauteur de 12,5 millions d'EUR, les coûts informatiques à hauteur de 5 millions d'EUR ou les frais de personnel de sécurité à hauteur de 500 000 EUR. Le Comité ainsi que le Comité des régions ont été invités à continuer d'améliorer cette coopération interinstitutionnelle afin de réaliser de nouvelles économies.

Performance

Les députés ont observé que le Comité a adopté en 2017 un total de 155 avis et rapports, dont 13 avis exploratoires sur saisine des présidences de l'Union européenne ou de la Commission, 59 avis sur saisine du Parlement et du Conseil et 45 avis sur saisine de la Commission.

Ils ont relevé que les services de traduction sont encore en phase de transition vers une externalisation accrue en raison du transfert de personnel vers le Parlement dans le cadre de l'accord de coopération (16,61 % du budget étant consacrés à la traduction externalisée en 2016 contre 17,10 % en 2017). Ils ont invité le Comité à assurer le suivi des domaines liés à la gestion de la traduction nécessitant une attention accrue de la part de la direction, tels que mis en évidence par le service d'audit interne.

Les députés ont salué et encouragé la coopération administrative interinstitutionnelle avec le Parlement.

Passation de marchés publics

Les députés ont déploré la faible participation des opérateurs économiques aux appels d'offres lancés par le Comité. Ils ont invité le Comité à accroître les efforts de publication et à réduire le nombre de procédures négociées exceptionnelles avec un seul candidat.

Brexit

En dernier lieu, les députés ont noté que le Conseil n'a pas encore pris de décision quant à une éventuelle modification du nombre de membres et de délégués au Comité à la suite de la décision du Royaume-Uni de se retirer de l'Union. Ils ont demandé au Comité de fournir des informations sur l'incidence budgétaire directe de la décision, au plus tard lors du suivi de la décharge 2017.

Décharge 2017: budget général UE, Comité économique et social européen

2018/2172(DEC) - 12/07/2018

OBJECTIF: présentation du rapport de la Cour des comptes sur l'exécution budgétaire 2017.

CONTENU: la Cour des comptes a publié son 41ème rapport annuel sur l'exécution du budget général de l'Union pour l'exercice 2017. Ce rapport est structuré en cinq parties:

- une déclaration d'assurance (DAS) et un résumé des résultats des travaux relatifs à la fiabilité des comptes ainsi qu'à la régularité des opérations;
- une analyse de la gestion budgétaire et financière;
- le cadre mis en place par la Commission pour la communication d'informations sur la performance;
- les constatations concernant les recettes de l'UE;
- la présentation, pour les principales rubriques du cadre financier pluriannuel (CFP) actuel, des résultats des tests concernant la régularité des opérations.

La Cour conclut que les paiements pour 2017 sont légaux et réguliers et que les comptes de l'UE présentent une image fidèle de la situation financière de l'UE.

Le rapport évalue également l'impact potentiel sur les comptes 2017 du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. Le 29 mars 2017, le Royaume-Uni a officiellement notifié au Conseil européen son intention de quitter l'Union européenne (UE). Le 22 mai 2017, les négociations en vue d'un accord de retrait entre l'UE et le Royaume-Uni ont débuté.

La cinquième partie (Dispositions financières) du projet d'accord de retrait du 19 mars 2018 concernant le règlement financier stipule que le Royaume-Uni s'acquittera de toutes ses obligations au titre des cadres financiers pluriannuels actuels et antérieurs comme s'il était encore un État membre.

Sur cette base, la Cour a conclu que les comptes au 31 décembre 2017 reflètent correctement le processus de retrait.

Comité économique et social

Globalement, les informations probantes indiquent que les dépenses relevant de la rubrique Administration ne sont pas affectées par un niveau significatif d'erreur. Pour cette rubrique du CFP, les tests sur les opérations indiquent que le niveau d'erreur estimatif global est de 0,5 %.

La Cour des comptes n'a détecté aucun problème spécifique concernant le Comité économique et social.